



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT ANNUEL DES RESULTATS DES NATIONS UNIES 2023

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	04
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES	06
STATISTIQUES CLÉS	08
CHAPITRE 1.	
CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL	10
CHAPITRE 2.	
SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DU CADRE DE COOPÉRATION	12
2.1 Aperçu des résultats du Cadre de Coopération	13
2.2 Priorités, résultats et réalisations	17
PILIER PAIX	17
PILIER POPULATION	21
PILIER PROSPÉRITÉ	27
PILIER PLANÈTE	29
2.3 Partenariats et financement de l'Agenda 2030	31
2.4 Résultats conjoints : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	32
2.5 Aperçu financier et mobilisation des ressources	35
CHAPITRE 3.	
PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2024	36
LISTE DES ACRONYMES	40

AVANT PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT

L'année 2023 a marqué la première année de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2023-2027), signé le 12 décembre 2022 entre le gouvernement Centrafricain, les Nations Unies (Agence et MINUSCA) et la Banque mondiale. Ce Plan-cadre se veut aussi un instrument de plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires pour accompagner la République centrafricaine dans son aspiration à devenir un Etat de droit, stable, prospère et en harmonie avec la nature.

Cette période a été caractérisée par une amélioration progressive de la situation humanitaire dans le pays en dépit des besoins encore persistants. La hausse des retours des réfugiés et déplacés témoigne d'une relative stabilité selon la perception des communautés affectées, rendant plus que jamais pertinente l'exploration de nouvelles pistes de collaboration, notamment en ce qui concerne la consolidation de la paix et le développement durable.

Sur le plan social, la famille des Nations Unies a soutenu les efforts du Gouvernement à améliorer l'accès à l'éducation, à la santé y compris les services VIH, à la nutrition et à l'eau potable, particulièrement pour les femmes et les jeunes. À la suite de la construction de plusieurs forages et de mini systèmes d'alimentation en eau potable dans les régions, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 37,2% en 2019-2020 à 58,2% en 2022-2023. En matière d'hygiène et assainissement, la proportion des populations ayant des installations de lavage de mains au savon, a atteint 20,4% en 2022-2023 contre 18,9% en 2019-2020.

Environ 37000 personnes ont bénéficié des services d'assainissement. En termes d'accès à l'éducation, 192 110 enfants (filles et garçons) ont eu accès à l'éducation (préscolaire, primaire et secondaire) et maintenus à l'école en 2023 contre une cible de 112 000. Environ 195 000 enfants ont poursuivi leur éducation. Les appuis des partenaires techniques et financiers ont permis d'obtenir une amélioration de la couverture vaccinale administrative des enfants de moins d'un an, de 74% en 2018 à 95% en 2023 pour la troisième dose du vaccin pentavalent. 1.5 millions d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite. Dans le cadre d'inclusion sociale, 4498 ménages sur 7500 ciblés, soit un taux 60 % ont bénéficié d'un programme de transfert monétaire et 5244 enfants pour un programme d'urgence.

Sur le plan économique, avec l'appui des partenaires au développement dont le système des Nations Unies, le Gouvernement a poursuivi ses efforts de construction et de réhabilitation des infrastructures routières. Dans le secteur énergétique, la construction de champs solaires et la réhabilitation de centrale-hydroélectrique de Boali ont permis d'augmenter le taux d'accès à l'électricité dans les villes, passant de 14,3% en 2018-2019 à 32% en 2022-2023. Dans le secteur agricole, la production a augmenté en 2023, avec un volume global d'un peu plus de 2.956.000 tonnes de produits alimentaires (toutes spéculations confondues), soit une variation de 1.20% par rapport à l'année 2022.

Sur le plan environnemental, le cadre de vie dans certaines villes du pays s'est nettement amélioré avec la réalisation des grands travaux d'infrastructures de voirie et réseaux divers. L'assainissement s'est amélioré grâce aux effets de collecte et d'évacuation des déchets solides et du drainage des eaux pluviales. La proportion des populations urbaines vivant dans des taudis est revenue de 68% en 2017 à 62% en 2021-2022 et celle ayant des installations sanitaires améliorées a atteint 29,2% en 2021-2022 contre 21,8% en 2018-2019.

Toutefois, nos efforts conjoints sont retardés par la dégradation des infrastructures routières, l'insécurité persistante dans certaines régions, le réchauffement climatique, la déforestation, les inondations, la baisse du débit et la pollution des cours d'eau qui affectent non seulement le système de production agricole mais aussi les secteurs sociaux de base. La baisse du débit des cours d'eau et les difficultés de dragage sur le fleuve Oubangui, réduisent considérablement les délais de navigabilité, perturbant ainsi, le ravitaillement du pays en produits pétroliers et de première nécessité à des coûts abordables.

La persistance de la guerre Russo-ukrainienne, le conflit qui sévit au Moyen-Orient et au Soudan et la crise énergétique continuent d'avoir des impacts défavorables sur la croissance économique et la mobilisation des ressources intérieures et extérieures.

Nous devons rester mobilisés en 2024 afin d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et les ambitions de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Enfin, je me réjouis de l'intégration renforcée entre les agences, fonds et programmes et la MINUSCA dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération ainsi que la collaboration fructueuse avec les partenaires au développement. La mutualisation des ressources et expertises se concrétisera davantage dans l'opérationnalisation du Nexus Humanitaire-Paix – Développement qui est au cœur du prochain Plan National de Développement (PND 2024-2028). Ce dernier sera la boussole des interventions des Nations Unies en soutien au gouvernement de la RCA et s'inscrit dans la continuité du plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA 2017-2023).

Mohamed Ag Ayoya

Représentant spécial adjoint du Secrétaire général,
Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire



ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

En 2023, 22 agences, fonds et programmes ont contribué à mettre en œuvre le Plan-cadre de coopération en plus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Parmi ces entités, il y a celles qui sont présentes dans le pays et celles qui fournissent leurs services à distance. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) fait partie de l'Équipe pays des Nations Unies mais n'est pas engagé à mettre en œuvre le Plan-cadre de coopération.

15 ENTITÉS RÉSIDENTES



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

HCDH

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme



UNHCR

HCR

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



Organisation mondiale de la Santé

OMS

Organisation mondiale de la santé



ONU-FEMMES

Entité des Nations-Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



ONUSIDA

ONUSIDA

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA



UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance



UNMAS

Service de la lutte antimines des Nations Unies



UNOPS

UNOPS

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

9 ENTITÉS NON-RÉSIDENTES



International Trade Centre

CCI

Centre du commerce international



CEA

CEA

Commission économique pour l'Afrique



NATIONS UNIES
CNUCED

CNUCED

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement



ONUDC
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

ONUDC

Office des Nations unies contre la drogue et le crime



unesco

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture



ONU HABITAT

UN-HABITAT

Programme des Nations Unies pour les établissements humains



PAM
Programme alimentaire mondial



OCHA
Bureau de la coordination des affaires
humanitaires



OIM
Organisation internationale
pour les migrations



MINUSCA
Mission multidimensionnelle
intégrée des Nations Unies pour
la stabilisation en République
Centrafricaine



PNUD
Programme des Nations Unies
pour le développement



UNFPA
Fonds des Nations Unies
pour la population



IFAD
Fond international de développement
agricole



OIT
Organisation internationale de travail



ONUDI
Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel

STATISTIQUES CLÉS DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

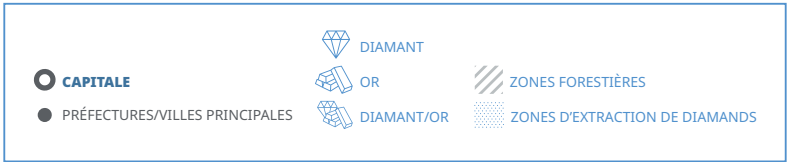
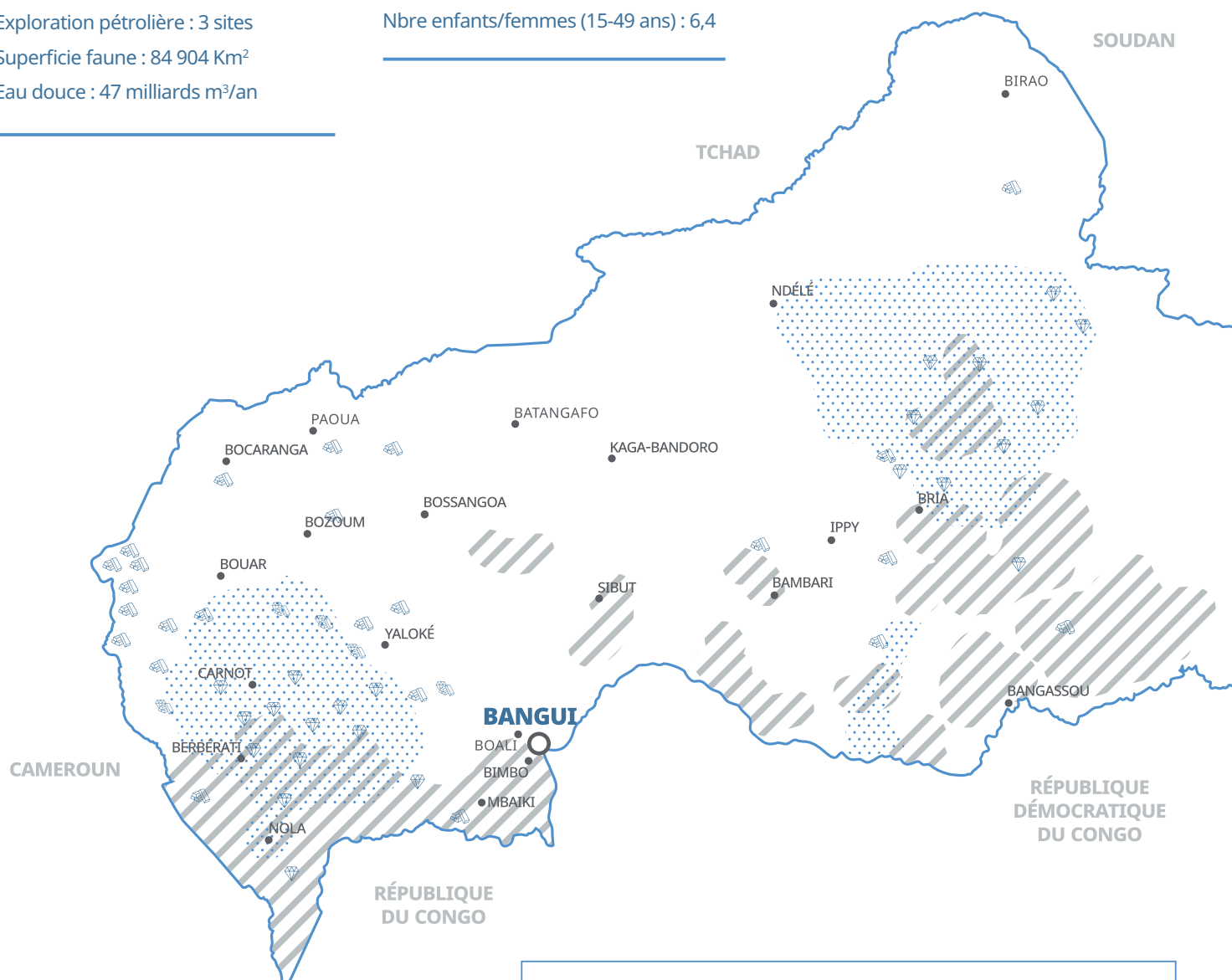
GÉOGRAPHIE ET POTENTIALITÉS EN RESSOURCES NATURELLES

Superficie : 623 000 Km²
 Terres arables : 15 millions ha
 Terre de pâturage : 16 millions ha
 Superficie de forêt : 3,8 millions ha
 Espèces bois exploitées : 12 à 16
 Indices minéraux : 470
 Minerais exploités : 2 (Diamants et Or)
 Minerais exploitables : 14 substances
 Exploration pétrolière : 3 sites
 Superficie faune : 84 904 Km²
 Eau douce : 47 milliards m³/an

SOCIO-DÉMOGRAPHIE

Population totale : 6 470 307
 Hommes : 3 208 814
 Femmes : 3 261 493
 Densité (Hab/Km²) : 10,4
 Population Urbaine : 41,1%
 Population < 20 ans : 58%
 Croissance démographique : 2,5%
 Age Moyen Mariage : 26,9
 Nbre enfants/femmes (15-49 ans) : 6,4

Espérance de vie : 53,3
 Part de la population active : 37,8%
 Part Jeunes sans emploi : 45%
 IDH RCA : 0,404
 PIB/hab (en \$) : 491





LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'Equipe pays des Nations Unies mène un partenariat diversifié dans le cadre de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

En effet, elle collabore avec le gouvernement à travers des ministères sectoriels et les organisations de la société civile sur les questions de consolidation de la paix, de la sécurité, des services sociaux de base, de la relance du secteur productif et du changement climatique.

Avec les partenaires internationaux, l'Equipe pays des Nations Unies collabore avec les institutions financières internationales, les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fonds regroupés sous le nom de partenaires techniques et financiers (PTF).

De façon détaillée, nous avons :



Partenaires internationaux : entités du système des Nations Unies, Union africaine, Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies (PBF) et bailleurs de fonds tels que l'Agence Française de Développement, l'Union européenne, ambassades et missions diplomatiques accréditées en RCA.



Secteur public : Présidence de la République, Primature, ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale et autres ministères ou entités publiques sectorielles



Secteur privé : Commerces, patronat et entreprises privées



Universités et media : Université de Bangui, Organisations des professionnelles des médias, centres de recherche



Société civile : ONG internationales et nationales, associations



Institutions financières internationales : Banque mondiale, Fonds monétaire international et Banque africaine de développement



SOUDAN
DU SUD

OBO



150 km

CHAPITRE 1.



CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL

Au cours de l'année 2023, la RCA a continué à fournir des efforts pour sortir progressivement de plus de trois décennies de crises récurrentes multidimensionnelles. Ces efforts s'inscrivaient dans le cadre du plan national de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017-2023). La mise en œuvre du RCPCA a été renforcée par l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation (APPR), signée par le Gouvernement et les principaux groupes armés le 6 février 2019, l'application de la feuille de route de Luanda de 2021 et l'organisation du dialogue républicain en mars 2022, et a permis d'atténuer les tensions politico-militaires, de rétablir progressivement la paix et la sécurité et de poursuivre ainsi l'extension des actions de pacification, de restauration de l'autorité de l'Etat, du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale de l'Etat et de relèvement économique et sociale dans le pays, nonobstant quelques poches d'insécurité dans quelques zones du pays. Ces résultats ont été obtenus entre autres grâce à la mise en œuvre de la politique sectorielle de la justice (notamment avec la reprise des sessions correctionnelles, et de la Cour criminelle, l'opérationnalisation de la CPS et de la CVJRR), de l'amélioration et l'extension de la fourniture des services sociaux de base à la population et de la relance des activités des secteurs productifs, mais aussi et surtout par les différents appuis des partenaires techniques et financiers, parmi lesquels, le SNU au travers du Plan-cadre de coopération (UNSDCF 2023-2027).

Toutefois, l'année 2023 a été principalement marquée par la persistance de tensions socio-politiques induites par le changement de la constitution en août, les poches d'insécurité dans l'arrière-pays, l'impact socio-économique de la COVID-19, de la crise russo-ukrainienne et du conflit soudanais, ce qui a relativement maintenu les besoins humanitaires à un niveau élevé même si cette tendance a été diluée par des retours des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs communautés d'accueil. En outre, la persistance des tensions socio-politiques a également accentué les tensions inflationnistes par suite des perturbations répétées des chaînes d'approvisionnement du pays en produits de première nécessité et, surtout, en produits pétroliers, les fréquentes coupures de courant, l'inflation qui a atteint 6,5% dans la même période, dépassant ainsi largement le seuil de convergence communautaire (3%), ainsi que la dégradation quasi généralisée

des infrastructures socio-économiques, y compris les routes et pistes rurales, ont considérablement ralenti le niveau des activités avec une croissance réelle de seulement 0,7% en 2023, contre 0,5% l'année précédente.

Par ailleurs, selon les deux examens nationaux volontaires (VNR) sur les progrès vers l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 qui ont été présentés au forum politique de haut niveau (FPHN) à New York (USA), respectivement en juillet 2019 et juillet 2023, à mi-chemin de la mise en œuvre des ODD, la RCA demeure encore loin de l'atteinte des cibles des ODD à l'horizon 2030.

La période sous revue a également été marquée, sur le plan politique, par l'adoption de la nouvelle Constitution du 30 août lequel a introduit des modifications importantes dont entre autres i) la suppression du Sénat et de la médiation ; ii) la création d'un poste de Vice-président de la République ; iii) la non-limitation de mandat du président de la République iv) l'allongement de mandat du Président de 5 à 7 ans. Même si les Nations Unies n'ont pas appuyé le processus référendaire qui a abouti à l'adoption et promulgation de la nouvelle Constitution, elles et la communauté internationale restent toujours engagées pour appuyer tout le processus de l'organisation des élections locales prévues pour octobre 2024 après plusieurs reports depuis 2021. Ces élections, jamais organisées depuis 1988, sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, la mise en œuvre des accords politiques pour la consolidation de la paix, le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes et la consolidation de la démocratie à la base dans le cadre de l'opérationnalisation de la décentralisation et régionalisation.

L'année 2023 a également été marquée par le lancement officiel, en octobre, du processus d'élaboration en cours du Plan National de Développement pour la période 2024-2028. La forte implication des partenaires techniques et financiers, dont le SNU dans ce processus traduit la volonté de ceux-ci d'appuyer la vision du Gouvernement d'aller résolument vers le développement tout en capitalisant sur les acquis de l'humanitaire et du relèvement dans le cadre du Nexus Humanitaire-Paix et Développement afin de donner à ses filles et fils l'opportunité de grandir dans la prospérité et le bien-être.

CHAPITRE 2.



SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DU CADRE DE COOPÉRATION

2.1 APERÇU DES RÉSULTATS DU CADRE DE COOPÉRATION

A. PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) est le principal instrument du système des Nations Unies (SNU) pour planifier et mener des activités de développement afin de soutenir la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 en République centrafricaine (RCA).

Le processus d'élaboration du Plan-cadre de coopération était inclusif et participatif. Dans le cadre d'un atelier de consultation nationale, les agences résidentes et non résidentes du SNU, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), les ministères sectoriels y compris les directions régionales, le secteur privé, la société civile, les acteurs académiques, les organisations confessionnelles, les représentants des institutions déconcentrées, ainsi que les Partenaires techniques et financiers (PTF) bilatéraux et multilatéraux sans oublier les acteurs humanitaires ont analysé les défis de l'Analyse commune de pays et ont établi les priorités stratégiques de l'UNSDCF, en tenant compte de l'avantage comparatif du SNU.

L'UNSDCF est structuré autour des quatre priorités stratégiques suivantes : i). Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit ; ii). Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité ; iii). Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable et iv). Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique.

B. EFFETS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

D'ici à 2027, les populations en RCA vivent dans un environnement où les mécanismes de consolidation de la paix, de réconciliation nationale, et de gouvernance sont inclusifs, redevables et efficaces ;

D'ici à 2027, les populations en RCA vivent dans un Etat de droit et accèdent à la justice, à la sécurité, et leurs droits humains sont promus et protégés.

D'ici à 2027, les populations en RCA, notamment les femmes, les enfants, les jeunes et les autres groupes vulnérables accèdent et utilisent de manière inclusive et durable des services de qualité en matière d'éducation, de santé, de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de sécurité alimentaire et de protection sociale ;

D'ici à 2027, les populations en RCA, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, et les autres groupes vulnérables sont protégées de toutes formes de violences, d'exploitation, et de discrimination, y compris celles basées sur le genre, dans un environnement propice à l'égalité entre les sexes.

D'ici à 2027, les populations en RCA, en particulier celles vivant dans les zones rurales, accèdent de manière équitable à des infrastructures de qualité, durables et résilientes qui favorisent la relance économique, le bien-être et l'intégration régionale ;

D'ici à 2027, les populations en RCA, notamment les femmes, les jeunes, les réfugiés, les retournées, les PDI et tous les autres groupes vulnérables, accèdent de manière équitable et durable aux opportunités économiques qui favorisent la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, l'innovation et la digitalisation.

C. RÉSULTATS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

Le Plan-cadre de coopération est dans sa première année de mise en œuvre. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 après avoir été signé par le gouvernement et les agences suivantes : MINUSCA, FAO, PNUD, OHCHR, UNFPA, OIM,

UNHCR, OMS, UNICEF, ONU Femmes, UNMAS, ONUSIDA, UNOPS, PAM, CEA, ONUDI, CNUCED, ONU-Habitat, FIDA, UNESCO, ITC, OIT, Banque mondiale et ONUDC.

RÉSULTATS GLOBAUX



PILIER PAIX

- Mise à jour de la cartographie électorale couplé à l'élaboration d'un nouveau Code électoral et la signature d'un Plan intégré pour la sécurisation des élections locales
- Soutien multiforme à l'Unité d'Exécution du Programme Nationale de DDDR (UEPNDDRR) et aux activités de réduction de la violence communautaire
- Adoption de la stratégie de défense nationale
- Appui au déploiement des autorités locales et des fonctionnaires, y compris du personnel judiciaire et pénitentiaire
- Appui à la digitalisation de l'administration publique
- Appui aux activités de la CVJRR et la réactivation des mécanismes de mise en œuvre de l'APPR sur le terrain et la Feuille de Route conjointe de Luanda pour la paix en RCA
- Adoption de la politique nationale des droits de l'homme et mise en place d'un système de base de données criminelles au ministère de l'Intérieur
- Formation de magistrats et de greffiers et la tenue des sessions criminelles par la Cour d'Appel de Bangui
- La police dispose d'un projet de Décret du Règlement de Discipline Générale (RDG)
- Ouverture de deux nouvelles prisons à Bossembélé et Kaga-Bandoro et réhabilitation des Tribunaux de Grande Instance de Bimbo et Bangui
- Elaboration de la politique nationale de gestion des frontières (PNGEF)



PILIER POPULATION

- Promotion de la couverture universelle en matière d'éducation, de santé et de protection sociale
- Plaidoyer et appui pour l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base
- Amélioration des circuits d'approvisionnement
- Elaboration d'un nouveau Plan national (2023-2027) pour la réponse multisectorielle au VIH
- Appui à la mise en place de la politique de décentralisation ; promotion du dialogue intercommunautaire inclusif et promotion du changement des normes sociales
- Plaidoyer pour un budget et des dépenses équitables et sensibles au genre
- Renforcement des capacités institutionnelles des OSC féminines, des jeunes et autre groupes vulnérables
- Prévention et réponse aux violences, exploitations et abus
- Vulgarisation, dissémination et plaidoyer pour l'application des textes normatifs, politiques et stratégiques
- Renforcement des capacités nationales pour la collecte, le traitement, l'analyse et la centralisation des données
- Renforcement des mécanismes communautaires de lutte contre les violences en particulier les VBG

La RCA organise sa plus grande campagne de vaccination contre la polio depuis 2020



Lancée en juin 2023, la campagne vise à vacciner environ 1,626,634 enfants, âgés de moins de cinq ans, dans 35 districts sanitaires ciblés.

La poliomyélite est une maladie grave et invalidante, dont la souffrance et le poids socio-économique, peuvent être évités par un simple geste : l'administration de gouttes du vaccin polio oral aux enfants, principalement à ceux de moins de 5 ans.

« Grâce aux efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires, la RCA a été déclarée pays libre de la circulation de poliovirus sauvage en juin 2020. Toutefois, malgré les efforts considérables réalisés, la RCA, comme toute la Région africaine, reste confrontée aux défis d'un virus qui mute », a déclaré Mme Meritxell Relaño Arana, Représentante de l'UNICEF en RCA. « C'est pourquoi notre but est d'immuniser tous les enfants, même s'ils sont déjà vaccinés lors de la vaccination de routine, car aucun enfant ne doit être laissé sans protection contre la poliomyélite », a-t-elle poursuivi.

Pour sa part, Dr Ngoy Nsenga, Représentant de l'OMS en RCA, a signalé que « la fin de la COVID-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale, ne signifie pas que la maladie n'est plus une menace dans le monde et en République Centrafricaine ». « C'est pourquoi, le couplage de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite à la vaccination contre la COVID-19, est une initiative louable qui vise à combler les lacunes en matière de vaccination afin de protéger davantage la population contre ces maladies et éviter leurs résurgences », a-t-il ajouté.

.....

Grâce aux efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires, la RCA a été déclarée pays libre de la circulation de poliovirus sauvage en juin 2020. Toutefois, malgré les efforts considérables réalisés, la RCA, comme toute la Région africaine, reste confrontée aux défis d'un virus qui mute.

.....

La campagne permet aux agents de santé d'administrer désormais des vaccins à domicile, comme dans les lieux de culte, les marchés et les écoles, afin d'alléger le fardeau qui pèse sur les parents qui d'habitude fassent un long chemin pour faire vacciner leurs enfants dans les établissements de santé.

« Cette fois, ils nous ont vraiment rendu la tâche facile. Le fait que les agents vaccinateurs passent de maison en maison pour vacciner nos enfants est une très bonne chose pour nous les femmes déjà très occupées à d'autres tâches ménagères. Avec cette méthode de porte à porte, je suis parvenu à faire vacciner tous mes trois enfants et je suis rassurée maintenant parce que je sais qu'ils sont bien protégés. Car sans vaccin, les enfants peuvent attraper des maladies et même en mourir » se réjouit Marie Claire Manzinga, 38 ans et cheffe de ménage de 3 enfants dans le district sanitaire de Bangui 2.



PILIER PROSPÉRITÉ

- Identification et développement des périmètres irrigués, dotés de dispositifs hydro-agricoles à faible coût
- Réhabilitation des pistes rurales et infrastructures agro-pastorales et restauration de la connectivité routière dans le Nord-Ouest de la RCA
- Elaboration de la stratégie de l'entretien routier
- Elaboration et validation de la Stratégie Nationale ZLECAF
- Finalisation de l'Etude Diagnostic du Cadre Intégré qui recense les filières porteuses et la facilitation/intégration de la RCA dans le commerce mondial
- Appui des programmes et Plans d'Investissement des Chaines de valeurs agricoles
- Redynamisation de la filière semences avec les principaux acteurs (ONASEM/ICRA/ACDA) à travers les diverses séries de formation
- Construction d'un laboratoire de développement informatique au profit des jeunes
- Renforcement des activités génératrices de revenus (AGR)



PILIER PLANÈTE

- Appui à l'amélioration du taux d'accès à l'électricité en milieu rural
- Réhabilitation et entretien des infrastructures agricoles de petite taille
- Construction de séchoirs modernes de manioc pour les groupements de jeunes et de femmes
- Renforcement de la résilience
- Développement et déploiement d'un Système Informatique de Gestion en appui au Système de Vérification de la Légalité
- Appuis à l'implication des parties prenantes à la mise en œuvre de APV FLEGT et la gestion durable des forêts
- Contribution à la lutte contre le changement climatique à travers l'appui à la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau national
- Protection sanitaire des animaux et surveillance épidémiologique des maladies animales
- Gestion durable de la transhumance avec une prise en compte de la protection/conservation de la zone cynégétique

2.2 PRIORITÉS, RÉSULTATS ET RÉALISATIONS



PILIER PAIX



Children participate in a scout meeting in Bossangoa, CAR. UNICEF works in collaboration with the Scouts of CAR.

2.2.1 PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit

PNUD, MINUSCA, ONU-Femmes, UNICEF, OIM, UNHCR, UNFPA, ONUSIDA, FAO, OHCHR, UNMAS



Mise en place de mesures de protection des victimes et témoins au cours des sessions criminelles de la Cour d'appel de Bangui

Cinquante-huit victimes et témoins ont été pris en charge avec l'appui des Nations Unies pour leur comparution

aux audiences au cours des trois dernières sessions criminelles de 2023. Leur participation a permis la manifestation de la vérité dans 34 dossiers de violences sexuelles et de crimes contre les casques bleus.

Suite aux efforts de plaidoyer fournis par le SNU, les magistrats ont accepté de fournir des mesures de protection pour les victimes et toutes ont témoigné soit derrière des portes, soit en utilisant des isolements.

Renforcement de la sécurité et de la gestion des prisons en RCA

Le SNU continue de jouer un rôle clé dans l'amélioration de la sécurité et de la gestion des prisons avec un accent particulier sur la Maison Centrale de Ngaragba à Bangui et son annexe au Camp de Roux, grâce au déploiement de 68 officiers pénitentiaires spécialisés en sécurité et interventions

rapides. Leur présence continue dans ces établissements a conduit à une réduction significative des incidents de sécurité, à l'amélioration de la gestion des incidents, l'amélioration des conditions de détention des détenues et au renforcement du soutien à la formation et au conseil au personnel pénitentiaire local.

Déploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat en poste en région

Grâce aux efforts des Nations Unies, 143 autorités administratives locales sur 174 (86%) sont présentes à leur poste (préfets, sous-préfets, secrétaires généraux de préfectures et secrétaires de sous-préfectures. Le nombre moyen de membres du personnel judiciaire à leur poste en 2023 était de 140 et de 132 pour le personnel pénitentiaire.

Ardeb Ngrebaye, modèle de réussite du programme de réduction de la violence communautaire



Ardeb Ngrebaye est bénéficiaire du Programme de réduction de la violence communautaire à Bria, dans la Haute-Kotto. Elle a réussi à changer sa vie grâce aux acquis de ce Programme de la MINUSCA mis en œuvre par la Section Désarmement démobilisation et réinsertion (DDR). Avec 45.000 FCFA, elle a démarré une activité génératrice de revenus qui s'est transformé en une entreprise familiale.

Habitante du quartier Issa-Ndelé 2 de Bornou dans la ville de Bria, Ardeb Ngrebaye est mère d'une famille de 13 enfants. En 2018, elle a suivi une formation sur les activités génératrices de revenus, dans le cadre du Programme de réduction de la violence communautaire. A l'issue de cette formation, elle a bénéficié de 45.000 FCFA pour commencer son activité génératrice de revenus. Dès lors, sa vie a pris une autre tournure. Elle est devenue propriétaire d'un important troupeau d'animaux domestiques. Comment en est-elle arrivée là ? Ngrebaye nous en dit plus.

« Des 45 mille francs CFA, j'ai laissé 2.500 pour le groupement dont je fais partie, j'ai payé à manger avec 2.500 et j'ai épargné 40.000. Quelques jours après, j'ai vu quelqu'un en train de vendre sa chèvre à 40 mille francs, exactement le montant que j'avais épargné. J'ai beaucoup hésité parce que j'estimais que le prix était très élevé, mais finalement j'ai donné l'argent et aujourd'hui je ne le regrette pas. La chèvre était déjà en gestation. Un mois après, elle a mis bas deux femelles. A la gestation suivante, la chèvre et ses deux

petites ont mis bas deux chèvres chacune. C'est ainsi que mon troupeau a commencé à s'agrandir jusqu'à atteindre une soixantaine aujourd'hui, malgré qu'à un moment donné, les voleurs avaient emporté une partie des animaux ».

Ngrebaye gère désormais une grande entreprise familiale avec ses enfants et son mari. « Quand j'ai voulu diversifier mon élevage, j'ai vendu un bouc et j'ai acheté deux couples de pigeons, des poules et des canards ».

L'entreprise de cette bénéficiaire s'autofinance. Par exemple, une partie des excréments de ces animaux est vendue aux cultivateurs et l'argent aide à payer la nourriture pour le bétail. Une autre partie est utilisée pour fertiliser ses propres champs pour nourrir les animaux de son élevage.

La vie de famille de cette bénéficiaire a changé. « Beaucoup de chose ont changé dans ma vie. Quand nous sommes en besoin d'argent, je vends une ou deux chèvres pour répondre au besoin de la famille. C'est avec ça que mes enfants étudient. J'ai maintenant l'ambition d'agrandir ma cour pour accueillir plus de chèvres ».

À l'instar de Ardeb Ngrebaye, plusieurs autres bénéficiaires de ce même Programme, après avoir suivi des formations, ont mis sur pied leurs propres affaires et subviennent aux besoins de leurs familles.

Les effectifs des FSI sont accrus grâce au recrutement de 991 élèves Gendarmes et Policiers selon une procédure alignée sur les critères d'examen minutieux des Nations Unies.

Nombre de cours et tribunaux opérationnels

Sur les 30 tribunaux que compte la RCA, il y en a eu en moyenne 25 en état de fonctionnement tout au long de l'année 2023. Un minimum de 21 tribunaux ont toujours été opérationnels : les Cours d'Appel de Bangui et Bouar, les tribunaux de Commerce, Travail et Enfants, et les Tribunaux de Grand Instance de Bangui, Bimbo, Bossembélé, Mbaïki, Boda, Sibut, Bouar, Berbérati, Carnot, Paoua, Bos-sangoa, Bocaranga, Nola, Bambari, Bangassou et Bria.

Processus DDRR

Au total, 1 066 combattants démobilisés (sur les 1 218 ex-combattants attendus) ont participé au programme de réintégration socio-économique PREC III financé par la Banque mondiale. A la clôture de ce programme,

Le SNU a appuyé le renforcement des capacités matérielles et techniques du Centre de traitement des données (CTD) de l'Autorité nationale des élections qui a permis de mettre en place, d'entretenir et de pérenniser un fichier électoral fiable et informatisé (participation des femmes, des jeunes, des groupes minoritaires aux prochaines élections locales).

un projet du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) a été mis en place pour soutenir la réintégration des ex-combattants et les communautés hôtes. Ce projet intitulé « Sedouti » - a été officiellement lancé en octobre 2023 et concerne les villes de Bambari (préfecture de la Ouaka), Bangassou (préfecture de Mbomou), Zemio, Mboki, Obo et Mobaye (préfecture du Haut Mbomou).

Aussi, environ 5800 membres de la communauté (dont 30% de femmes) ont pu abandonner les actes de violence et permettre à leur environ-

nement d'être pacifique grâce aux activités de réduction de la violence communautaire (CVR) appuyées par le SNU.

Processus électoraux et politiques inclusifs

Les capacités des parties prenantes à participer au processus électoral sont renforcés grâce au soutien à environ 810 femmes aspirantes aux mandats électifs locaux et 325 hommes désormais alliés des candidatures féminines.



Séance de vote dans un bureau de vote à Bangui.

.....

Au cours de la période en revue, les Nations Unies ont accompagné le Gouvernement à renforcer le processus de réconciliation nationale via l'appui aux travaux de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation à travers la tenue de plus de 10 sessions de sensibilisation avec plus de 500 détenteurs de droits touchés dont 161 femmes.

.....

La mise en place du Plan intégré pour la sécurisation des élections locales, co-signé en février 2023 par le Premier Ministre, l'ANE et les Nations Unies, qui permettra d'avoir des élections inclusives, participatives et apaisées.

Le SNU a appuyé le renforcement des capacités matérielles et techniques du Centre de traitement des données (CTD) de l'Autorité nationale des élections qui a permis de mettre en place, d'entretenir et de pérenniser un fichier électoral fiable et informatisé (participation des femmes, des jeunes, des groupes minoritaires aux prochaines élections locales).

Renforcement des institutions nationales pour une gouvernance inclusive, redevable et efficace

Le Gouvernement dispose désormais d'une stratégie de défense nationale grâce à l'appui des NU contribuant au renforcement des institutions de sécurité.

Plus de 5660 acteurs administratifs dont 1406 femmes ont renforcé leurs compétences et connaissances en gouvernance locale et aux fonctions qui leur incombent.

Grâce à l'appui du SNU, le mandat de la CVJRR est connu des populations à Bangui et dans les régions à travers les missions d'information et d'enquête, les engagements stratégiques avec les parties prenantes aux niveaux local et national.

Protection des droits humains et renforcement de la sécurité des populations

Au cours de la période en revue, les Nations Unies ont accompagné le Gouvernement à renforcer le processus de réconciliation nationale via

l'appui aux travaux de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation à travers la tenue de plus de 10 sessions de sensibilisation avec plus de 500 détenteurs de droits touchés dont 161 femmes.

Les Nations Unies ont renforcé les capacités des institutions nationales pour leur permettre d'assurer la fourniture de services de qualité et innovants, et favoriser une gouvernance inclusive, redevable et efficace. A ce titre, la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance (HABG), le Haut Conseil de la Communication (HCC), le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) et l'Assemblée nationale, la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, les 47 membres du Comité de rédaction des rapports destinés aux organes des

traités et les principales ONGs des droits de l'homme ont été briefés sur la valeur ajoutée des droits économiques sociaux et culturels dans le renforcement de l'Etat de droit dans ses dimensions portant sur la paix, la sécurité et le développement. Ces institutions ont pris l'engagement d'assurer la prise en compte de l'approche basée sur les droits de l'homme dans les politiques, stratégies, programmes et projets.

La RCA dispose désormais, avec l'appui des Nations Unies, d'une politique nationale des droits humains susceptible de dynamiser la promotion et la protection des droits de l'homme avec une stratégie de mobilisation des ressources. Enfin, les Nations Unies ont contribué au processus de l'Examen Périodique Universel du pays.

Les Nations Unies ont déployé des efforts ayant conduit à rendre opérationnelles plus de 50% des Cours pour juger des affaires criminelles.

Deux nouvelles prisons ont été ouvertes à Bossembélé et à Kaga Bandoro, avec l'appui des Nations Unies, contribuant ainsi à réduire la surpopulation dans les autres prisons passant à 85.9% en 2022.



Une mission d'inspection du ministère de la Défense à Berbérati.



2.2.2 PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

UNFPA, UNICEF, PAM, ONUSIDA, FAO, ONU-Femmes, UNOPS, OIM, UNESCO, OMS, PNUD, UNHCR



Accès à l'éducation

En termes d'accès à l'éducation, grâce à l'appui du SNU, 194,000 enfants (85,628 filles) ont poursuivi leur éducation en 2023, un résultat bien au-delà de la cible de 85,000 enfants. Des kits de dignité ont été distribués à 85,628 filles afin de faciliter la poursuite de leur apprentissage en période de menstruation.

Afin de ne laisser personne pour compte, 2 615 enfants réfugiés ont pu accéder à l'éducation primaire, secondaire et tertiaire dont 1 108 réfugiés urbains, 1 091 réfugiés à Obo et 416 réfugiés (dont 210 filles) Soudanais à Birao.

174.111 enfants dont 79.643 filles ont pu bénéficier de repas scolaire à base de produits locaux (1.337 MT de vivres constitués de riz, légumineuses, huile et sel, et 153 MT de haricots blancs achetés localement auprès des petits producteurs locaux pour une valeur de 99870 UDS) dans 292 écoles primaires assistées.

Renforcement du système de protection sociale

Le SNU a continué à appuyer, en collaboration avec la BM et le Bureau International du Travail, le renforcement du cadre institutionnel, notamment l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale, en cours de validation : établissement d'un partenariat avec le ministère des Finances et du Budget, qui se focalise sur la transparence budgétaire, la participation citoyenne et le renforcement des capacités des ministères sectoriels (Santé et Education) sur l'élaboration du budget pour le passage au Budget Programme en 2025. Avec l'appui du SNU, la RCA a participé pour la première fois à l'Enquête Budget Ouvert, et le Budget Citoyen a été disséminé dans cinq villes du pays.

45,192 ménages ont pu bénéficier d'un programme d'assistance en espèce en vue de les sortir de la pauvreté, faire face à un choc et/ou accéder aux services sociaux de

Je m'appelle Claire, l'aide financière que m'a donné le projet m'a procuré une grande satisfaction. Aujourd'hui, je peux dire que je dors dans une maison en tôle. À chaque transfert monétaire que je recevais, j'achetais du bois que je conservais soigneusement en vue de la construction de ma maison. Entre-temps, mon mari m'a quittée avec nos trois enfants, mais grâce à cette aide financière, j'ai pu les inscrire à l'école, prendre soin de moi, maintenir une apparence soignée et continuer à travailler aux champs. Un grand merci au gouvernement et à l'UNOPS pour cette précieuse assistance.

Claire K, Chef de quartier

base. 95% d'entre elles ont déclaré allouer une partie des fonds reçus dans le commerce, l'élevage, l'agriculture ou les services contribuant à la croissance économique et à la durabilité.

Services intégrés de santé, nutrition, VIH et WASH

Au niveau déconcentré, afin d'améliorer la qualité des soins maternels, néonataux et infantiles, l'initiative du réseau de périnatalité s'est poursuivie. La disponibilité en médicaments s'est renforcée avec la fourniture de 335 tonnes de médicaments essentiels pour les 7 régions sanitaires soutenues par le financement de l'Union européenne (UE). Aussi, 569 femmes enceintes ont reçu des soins critiques pour un accouchement sans risque

Theresa, Je suis déterminée à faire entendre la voix des filles sourdes



« Nous, les personnes handicapées, sommes des citoyens à part entière, mais nos droits ne sont pas respectés », dit Theresa, jeune fille centrafricaine souffrant de surdité.

Née au quartier Fatima, à Bangui, Theresa a été atteinte de surdité comme conséquence de la méningite à l'âge de deux ans. Sa nouvelle réalité a fait qu'elle ne pouvait pas fréquenter l'école comme les autres enfants du quartier. Sa famille a donc décidé de déménager afin qu'elle puisse continuer son éducation dans le Centre d'éducation des Sourds de Benz-Vi.

Grandir avec une infirmité n'était pas facile pour elle. « Bien que ma famille m'ait soutenue, je sentais leur angoisse en beaucoup de moments. J'étais confrontée au quotidien par les regards de jugement et de marginalisation d'autrui. Les autres pensaient que je n'étais pas capable de réussite à cause de mon handicap », continue la jeune leader.

Nous, les personnes handicapées, sommes des citoyens à part entière, mais nos droits ne sont pas respectés.

Theresa, 24 ans centrafricaine

Toutefois, Theresa n'a jamais abandonné. A l'âge de 24 ans, elle est activiste dans deux associations que se battent pour les droits des jeunes filles vivant avec surdité ou déficience auditive.

« Je voulais être un acteur de changement positif dans ma communauté. Je ne voulais pas voir les autres filles sourdes souffrir. Et c'est à ce moment où j'ai décidé de devenir activiste et de me mobiliser pour leurs droits, » ajoute-t-elle.



Les élèves de l'école Dangsi, soutenue par UNICEF se rendent à un point d'eau devant leur école après la fin des classes le 08 février 2023 à Bouar.

au niveau communautaire par des matrones nouvellement formées. Il en résulte en 2023, une progression du taux d'accouchements assistés, passant à 61.5% (60.7% en 2022), soit 338,399 femmes ayant accouché avec l'assistance d'un personnel qualifié. Pour la prévention de la transmission mère-enfant, 74.3% des femmes enceintes dépistées séropositives au VIH ont été mises sous Traitement Antirétroviral (ARV) et 63.3% des enfants de 0-14 ans testés séropositifs ont reçu un traitement ARV.

Dans le cadre de la riposte vaccinale, deux campagnes de vaccination ont permis de protéger 1,7 millions d'enfants de 0-59 mois contre la poliomyélite.

Plus de 121,000 femmes en âge de procréer ont eu accès aux produits contraceptifs et 9488 femmes ont accouché dans des conditions sécurisées grâce aux différents appuis apportés par le SNU.

42,952 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère sont pris en charge soit 72% de la cible avec une performance satisfaisante (92,3% de guérison, 1,9% de décès et 5,2% d'abandon).

194,932 personnes additionnelles ont eu accès à l'eau potable et 36,906 personnes à de l'assainissement de base. En outre, 11 558 réfugiés Soudanais ont pu bénéficier d'un accès à l'eau potable sur le site de Korsi à Birao et à Amdafock.

2 916 réfugiés urbains à Bangui et 2 045 réfugiés Soudanais à Birao ont pu bénéficier d'une prise en charge médicale.

Durant l'année 2023, 303 982 personnes ont bénéficié de services SSR dont 23338 adolescents et jeunes de 10 – 24 ans.

Le Gouvernement dispose désormais d'un nouveau plan national

(2023-2027) pour la réponse multisectorielle au VIH grâce à l'appui du SNU. Les chiffres de couverture PVVIH sous traitement ARV sont en baisse relativement aux données de base 2021 du fait d'une mise à jour des estimations officielles de population générale, résultant en un nombre de PVVIH estimé également en hausse. Cependant, nombre absolu de PVVIH sous traitement ARV tendancielle-ment en hausse. 203 réfugiés PVVIH sont sous traitement grâce à l'intervention des Nations Unies.

Réponse à l'insécurité alimentaire

L'Équipe pays des Nations Unies a appuyé le renforcement des moyens de production et les capacités techniques des ménages vulnérables à travers l'appui en semences : 13 000 ménages servis.

Parallèlement, 865 046 bénéficiaires dont 448 050 féminins sont assistés à travers les activités de distribution générale, nutrition, repas scolaire et

Employer la technologie pour aider les personnes séropositives en République centrafricaine

Les résultats du test de dépistage pour le HIV désormais plus rapide

« E bata guigui » (protégeons la vie) est un groupe de soutien composé de 2,000 jeunes et enfants touchés par le VIH en République centrafricaine. Le groupe, dont les membres suivent une thérapie antirétrovirale (TAR), se réunit souvent pour s'encourager à ne pas perdre espoir et pour aider les autres à se faire dépister pour le VIH. Il a été créé en 2018 avec le soutien de l'UNICEF afin d'autonomiser les enfants, les adolescents et les jeunes vivant avec le VIH.

« Je suis très fier de notre réseau », déclare le docteur Cyriac Kango, spécialiste du VIH/sida au Complexe pédiatrique de Bangui et responsable du groupe de soutien. « Grâce à notre travail, nous pouvons contribuer à sauver des vies à travers nos rencontres avec la communauté et en les encourageant à se faire dépister. Ensuite, nous accompagnons les personnes séropositives le long du processus de traitement », ajoute-t-il.

Il est essentiel qu'ils ne se sentent pas seuls dans cette lutte. Le réconfort et l'empathie sont essentiels pour que les gens se fassent dépister et traiter.

En République centrafricaine, les données de l'ONUSIDA estiment que la prévalence du VIH était à 3,4 % en 2022, soit le taux le plus élevé de la région occidentale et centrale.

La route est longue, explique Dr Kango, et bien que le pays ait beaucoup progressé dans le traitement du VIH, la population n'en est pas pleinement consciente : et malheureusement, moins de la moitié des personnes dépistées positives reçoivent un traitement antirétroviral. La situation est encore plus



préoccupante pour les enfants et les adolescents : sur les enfants de moins de 15 ans qui sont séropositifs, moins d'un quart sont sous traitement.

« Il est essentiel qu'ils ne se sentent pas seuls dans cette lutte. Le réconfort et l'empathie sont essentiels pour que les gens se fassent dépister et traiter », insiste-t-il.

Grâce au soutien de l'UNICEF et de la Croix-Rouge française, le ministère de la Santé et de la Population a équipé les huit principaux centres de santé du pays de nouvelles machines qui permettent de détecter le virus et de déterminer le niveau de la charge virale en l'espace d'une journée.

« Ceci a permis d'accélérer considérablement le processus. Les gens peuvent maintenant obtenir leurs résultats et toutes les informations dont ils ont besoin en l'espace d'une journée », poursuit-il.

« Les machines ont fait une grande différence pour nous, en particulier pour les personnes vivant dans les zones rurales. Auparavant, les patients vivant en dehors de Bangui devaient attendre des semaines avant d'obtenir leurs résultats, car les tests étaient envoyés dans la capitale pour y être analysés. Désormais, le personnel médical peut fournir les services dans leurs districts respectifs ou au moins dans le district le plus proche ».

La lutte contre le VIH va encore plus loin.

Pour éviter la transmission de la mère à l'enfant, le ministère de la Santé et de la Population, avec le soutien de l'UNICEF, élabore des protocoles pour équiper le système de santé en matière de prévention et d'interventions. En outre, des experts forment les sage-femmes aux protocoles de lutte contre le VIH étant donné qu'elles sont souvent la principale référence pour les femmes enceintes.

Les machines de diagnostic ont permis d'accélérer les résultats des tests

Toutefois, le dépistage et le traitement ne sont pas suffisants pour mener une vie normale et heureuse.

Les communautés jouent un rôle important dans le bien-être des personnes séropositives. Cette année, la communauté sanitaire met davantage l'accent sur l'engagement communautaire pour encourager les gens à se faire dépister et pour réduire la stigmatisation à l'égard des personnes dont le test est positif.

« L'un des plus grands défis est lié aux modèles comportementaux ou culturels », détaille le Dr Kango. « La stigmatisation des personnes vivant avec le VIH est encore forte, voire extrême. Il existe des cas de

Il y a également beaucoup d'auto-stigmatisation de la part des patients eux-mêmes qui finissent par développer des problèmes de santé mentale en raison de sentiments de culpabilité, d'apitoiement ou de honte.

couple dont l'un des partenaires est séropositif et ne révèle pas le diagnostic à son partenaire, voire prend le traitement en secret par peur. Les personnes qui se savent séropositives et qui vivent dans des villages isolés ne bénéficient pas d'un suivi et d'un traitement adéquats, car elles craignent d'être vues dans les établissements de santé. Il y a également beaucoup d'auto-stigmatisation de la part des patients eux-mêmes qui finissent par développer des problèmes de santé mentale en raison de sentiments de culpabilité, d'apitoiement ou de honte ».

C'est là qu'intervient le groupe de soutien, qui organise régulièrement des séances de sensibilisation à l'intention de la communauté et répond à ses questions afin de créer un environnement plus ouvert et plus inclusif pour les personnes séropositives.

Le Dr Kango n'a aucun doute sur la nécessité d'impliquer les communautés et de former tous les médecins, en particulier dans les zones rurales et les villages isolés, à suivre cette approche. Il revient tout juste de Bangassou, où il a passé plusieurs jours à animer un atelier sur la prise en charge des patients séropositifs avec des médecins travaillant dans le Haut-Mbomou.

« Oui, nous faisons des progrès », conclut-il avec satisfaction, « mais nous ne pouvons pas baisser la garde et nous devons continuer à aller vers les communautés et à travailler avec elles pour vaincre le VIH ».

Les machines ont fait une grande différence pour nous, en particulier pour les personnes vivant dans les zones rurales. Auparavant, les patients vivant en dehors de Bangui devaient attendre des semaines avant d'obtenir leurs résultats, car les tests étaient envoyés dans la capitale pour y être analysés.

création d'actifs. Aussi, 16 144 MT de vivres distribués et 11 331 565 USD dont 2 045 962 USD sous Cash enveloppe et 9 285 603 en coupon valeur.

80 000 sacs PIC, 80 moto-tricycles, 1500 égreneuses de maïs, 1600 bâches, 20 moulins décortiqueuses, 40 balances, 40 machines à coudre, 4000 palettes à bois et 6 Wikhall mobiles ont été distribués dans le cadre du Projet de réponse urgente à la crise alimentaire en Centrafrique (PRUCAC).

Promotion du genre et lutte contre les VGB

Un mécanisme de référencement harmonisé national a été mis en œuvre et opérationnel en 2023 par l'AoR. Il permet d'informer les différents acteurs sur l'existence des services dans les localités du pays.

Il y a aussi la mise en place de l'Observatoire de Suivi Dirigé par les Communautés (CLM) qui permet d'avoir une meilleure traçabilité dans les cas d'abus de droit des PVVIH et VBG.

Au total, 40513 survivantes de violences basées sur le genre ont bénéficié de différents services dont 2300 en gestion de cas, 15467 en prise en charge psychosociale et psychologique, 5104 en prise en charge médicale avec 1480 cas de viols pris en charge dans les 72 heures, 325 en kits AGR et 6723 en kits de dignité.

En termes de protection des enfants en situation de conflit armé, le SNU a confirmé le statut de 548 enfants (27% de filles) associés sortis des groupes armés, dont 50 enfants (42% de filles) qui avaient été enlevés et/ou recrutés par l'Armée de Résistance du

Seigneur d'Ouganda (LRA) et seront intégrés dans un processus officiel de retour en Ouganda. En réponse à l'afflux de personnes du Tchad et du Soudan, plus de 15,000 enfants ont reçu un soutien psychosocial.

18,029 personnes dont 4,289 hommes, 2,208 garçons, 8569 femmes et 2684 filles maîtrisent mieux désormais les thématiques de genre, de VBG et de PEAS et capables de participer à des activités de promotion et de lutte contre ces fléaux dans leurs communautés. Plus de 4,440,050 écoutes radiodiffusées sur le code de conduite et le mécanisme de signalement d'EAS.

Environ 3411 enfants survivants des VBGs, dont 48% de filles sont pris en charge avec le soutien du SNU. Plus de 200 femmes ont bénéficié des services de la Maison de la Femme de Mbaiki rendue opérationnelle.



La Journée internationale de femme, célébrée tous les ans le 8 mars, aura pour thème l'année prochaine « Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement ».



2.2.3 PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Développement des compétences et croissance économique

FAO, FIDA, ITC, UNHCR, UNOPS, CEA, PNUD, OIM, ONU-Femmes, ONUSIDA, PAM



Gestion des infrastructures de base

Dans une approche nexus sensible au changement climatique, dans des zones relativement stables, le SNU a appuyé la création/revitalisation de 170 comités locaux. Ceux-ci assurent

une gestion adéquate, un entretien régulier et l'appropriation communautaire de nouveaux points d'eau potable, dont certains proviennent de la réalisation de 6 mini-systèmes d'Adduction en Eau Potable (AEP) à énergie solaire.

45 kilomètres de pistes rurales ont été réhabilitées dans la zone de Bos-sangoa et 322 Km à Ouham BAC, soit 100% de ce qui était prévu. Ces réhabilitations ont permis à la population de rejoindre les agglomérations comprises entre Ndometé et Ndélé.

Promotion du développement local

Le gouvernement a disposé d'une stratégie nationale ZLECAF grâce à l'appui des Nations Unies. Pour traduire cette stratégie en plan d'actions et en vue de développer des mécanismes d'appui à la promotion du commerce transfrontalier avec les pays de la sous-région d'Afrique Centrale, particulièrement le Cameroun, l'Equipe pays des Nations Unies a accompagné la Fédération des associations

de femmes entrepreneurs (FAFECA) de différents secteurs d'activités (agricole, agroalimentaire, artisanat, médical, communication et du design et décoration) à participer au salon international de l'entreprenariat agricole à Douala au Cameroun du 03 au 07 octobre 2023. Ce forum a réuni 81 femmes entrepreneurs centrafricaines issues de 42 organisations entrepreneuriales. Il a été une belle opportunité pour les femmes d'affaires centrafricaines de présenter leurs produits et de partager leurs expériences avec celles de la région, ainsi que de bénéficier des meilleures pratiques des femmes d'autres pays dans une approche collaborative Sud-Sud de promotion de l'autonomisation des femmes.

Afin de disposer des capacités renforcées, deux structures (la Chambre d'Agriculture et du Tourisme (CAT) et la Concertation Nationale des Organisations Paysannes de centrafricaine (CNOP-CAF) chargées de la promotion d'appui à l'encadrement

du secteur privé ont bénéficié des formations grâce à l'Equipe pays. Cet appui a visé 160 leaders (dont 68 femmes) des Organisations paysannes sur la feuille de Route et la Charte d'organisation des sociétés coopératives.

Autonomisation économique des personnes vulnérables

2000 personnes dont 80% de femmes, membres des AVEC ont reçu un fonds de roulement qui leur a permis de

mettre en œuvre des AGR et de participer aux tontines organisées avec l'appui du SNU. Les partages de part permettent aujourd'hui à certains membres de bénéficier de crédit allant de 500 000 CFA à 2 000 000 pour développer leurs activités et faire divers investissements. 369 OP de niveau fort structuré en coopératives a mis en place 03 coentreprises de services agricoles (CESA semences, mécanisation agricole, transformation de produits) et un Cluster lait.

Aussi, Plus de 30 groupements sont créés dans le cadre du Programme de Réinsertion des Ex-combattants avec les Jeunes à Risque Vulnérable et 26 autres dont 15 à Bambari et 11 à Bangassou dans le cadre des activités de Livelihoods.



Des milliers de femmes de toutes les couches sociales ont célébré le 08 mars 2024, à Bangui la Journée internationale des droits des femmes en présence du couple présidentiel Faustin et Brigitte Touadera et des partenaires du pays dont la MINUSCA, représentée par son Cheffe, madame Valentine Rugwabiza. Occasion pour les femmes de plaider pour leurs droits socio-politiques.



Les femmes de l'association « Ouali Tamboula » de Bossangoa en pleine fabrication de beurre de karité le 17 juillet 2023.

2.2.4 PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Durabilité environnementale et résilience face aux crises

FAO, PAM, PNUD, ONU-Femmes, UNESCO, UNHCR



Amélioration de l'exploitation des ressources naturelles

En 2023, l'Equipe pays a entrepris les démarches pour la construction des petites centrales hydroélectriques à Gamboula et à Baoro afin d'améliorer le taux d'accès à l'électricité en milieu

rural. Aussi, trois centrales sont en cours de construction à Ndélé et deux à Kaga Bandoro pour renforcer l'autonomisation des femmes.

Dans la logique de soutien des infrastructures agricoles de petite taille, l'Equipe pays a réhabilité et entretenu cinq banques de semences à Bambari, Bria, Kaga Bandoro, Bossangoa et Alindao. À Sakaï, 279 femmes et 262 jeunes ont participé aux activités THIMO de réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, permettant ainsi de préserver les infrastructures hydrauliques de dégradation.

Aussi, l'Equipe pays a construit 61 forages, 10 aires de séchages et 4 magasins de stockages de produits agricoles dans les 4 communes (Yaloké, Bossempaté, Baoro et Bouar) pour un montant de l'ordre de 650 millions CFA. Pour chaque infrastructure, un comité de gestion a été mis

en place et sa capacité renforcée en gestion financière et à l'entretien de ces biens. Au total 355 personnes (45% de femmes et 60% de jeunes) ont ainsi renforcé leurs compétences.

Renforcement de la résilience

En 2023, plus de 300 ha de terres dégradées ont été restaurées dans les préfectures de la Lobaye et de la Sangha Mbaéré avec l'appui de la population locale et des autochtones grâce au soutien des Nations Unies.

Aussi, il y a la mise en place d'un système d'alerte pour une trentaine de stations météorologiques en cours de réhabilitation impliquant la Direction de l'hydraulique et la Protection civile. A cela s'ajoute l'aménagement hydro agricole de 340 hectares avec la mobilisation de 21 000 bénéficiaires par le Cash transfer.

Lutte contre le changement climatique

L'Equipe pays des Nations Unies apporte une importante contribution à la lutte contre le changement climatique à travers l'appui à la mise en oeuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN). Ainsi, elle appuie le Projet d'Agroforesterie pour la promotion d'une agriculture durable et la reforestation et la conservation de la biodiversité ; la création et l'opérationnalisation du Fonds National pour le Climat pour la mobilisation et la gestion stratégique des finances climatiques et le Projet d'appui à la conservation de la biodiversité et au développement de l'écotourisme dans les Aires Protégées de Dzanga Sangha.

Un rationnel climatique sur l'impact du changement climatique sur les services EHA est développé et validé par le gouvernement. A travers un groupe de travail Climat interministériel, sous le leadership du ministère de l'Hydraulique, l'approche transformative pour un secteur de l'eau et de l'assainissement résilient au changement climatique, une meilleure préparation aux risques de sécheresses et inondations, et la préservation de la ressource en eau, s'est poursuivie, avec l'appui des Nations Unies et du Stockholm International Water Institut (SIWI). En 2023, plusieurs études ont été validées. Ces études ont permis de combler les gaps en matière de connaissance sur le changement climatique.



2.3 PARTENARIATS ET FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

En 2023, l'Equipe pays a soutenu la mise en place d'un groupe de travail Jeunes des Nations Unies, chargé de concevoir, coordonner les interventions des agences/programmes des UN en faveur des jeunes sous le leadership du Coordonnateur résident.

Celui-ci succède au groupe thématique Adolescent et Jeunes (GTAJ) mis en place dans le cadre de l'UNDAF+ et dont le but visé était de recentrer la place de ce groupe cible dans le processus de réduction de la pauvreté en cherchant les voies et moyens pour offrir aux adolescents et jeunes un cadre de vie convivial dans lequel leurs droits sont promus et protégés, où les filles et les garçons ont des opportunités équitables et optimales de développer pleinement leurs potentiels, pour s'exprimer librement, faire respecter leurs points de vue, et mener une vie exempte de pauvreté, de discrimination et de violence.

En effet, sur une population estimée à 6,1 millions d'habitants selon les résultats de la cartographie en 2019, 72% de la population Centrafricaine est constituée des personnes de moins de 35 ans. Les adolescents et jeunes de 10-35 ans représentent 46%.

Cette importance numérique des jeunes dans la population constitue à la fois une source d'opportunités et aussi un risque. Elle pourrait permettre d'avoir les

capacités nécessaires à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, s'ils sont en bonne santé, et bien formés. La mise sur pieds de ce groupe trouve ici toute sa pertinence.

Au courant de la même année, l'Equipe pays à travers le Coordonnateur résident, a remis au gouvernement la Stratégie nationale du volontariat en Centrafrique à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de volontariat en décembre 2023. L'objectif étant de faciliter la mise en place d'une architecture nationale de promotion et de gestion du volontariat en RCA pour résorber entre autres le problème de l'emploi des jeunes. La Stratégie prévoit aussi les mécanismes, la forme, le fonctionnement et de suivi & évaluation.

La mise en œuvre des ODD bénéficie aussi du soutien des institutions financières internationales. En effet, de 2019 à 2023, le budget de la BAD a triplé de 109 M à 319 M d'unités de compte. Il s'agit des investissements dans les infrastructures routières et fluviales, l'agriculture, l'énergie et la mise en œuvre des réformes en matière des finances et des services sociaux de base.

Pour son financement des ODD, la Banque mondiale a débloqué 240 Millions de dollars pour le secteur du transport en 2023 alors qu'en 2022, elle a débloqué 206 Millions de dollars pour soutenir la RCA dans les domaines de finances et compétitivité, de gouvernance, de santé et d'énergie.





Le Coordonnateur résident, Mohamed Ag Ayoya, entouré des Représentants de l'UNICEF, PNUD, UNOPS et UNFPA.

2.4 RÉSULTATS CONJOINTS : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES

A. LA MISE EN OEUVRE DU NOUVEAU PLAN-CADRE DE COOPERATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE : UNSDCF

B. LES MECANISMES CONJOINTS DE COORDINATION

Après la signature du Plan-cadre de coopération en décembre 2022, cinq groupes de travail ont pu tenir leur retraite. Il s'agit du groupe de communication des Nations Unies (GCNU), du groupe thématique Genre, droits humains et inclusion (GTGDHI) en 2022 et du groupe de travail de Suivi & évaluation, de l'Equipe pays (UNCT), du groupe de travail des Economistes (GTE) et de l'Operations Management Team (OMT) en 2023 : Le groupe de travail de Suivi & évaluation a tenu sa retraite en septembre 2023 et tient l'UNCT régulièrement informée de l'état de mise en œuvre de l'UNSDCF et fournit des conseils techniques pour renforcer les performances de l'UNSDCF. Il appuie la planification, le suivi et la rédaction des comptes rendus à travers l'utilisation de la plateforme UNINFO.

Le GTSE a tenu sa retraite en septembre 2023 afin de développer une stratégie commune de travail en vue d'améliorer l'efficacité dans le suivi de la mise en œuvre de l'UNSDCF en RCA. Les membres ont aussi examiné et approuvé les termes de référence et les documents de travail du GTSE notamment le Plan intégré de suivi et évaluation, le plan de travail pluriannuel, les métadonnées du cadre de résultats de l'UNSDCF. La retraite a permis de renforcer les capacités des membres du GTSE sur UN-INFO.

Tenue en octobre 2023, la retraite de l'Équipe pays des Nations Unies (UNCT) est l'occasion pour les Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations unies et la MINUSCA d'apprécier leurs appuis aux priorités nationales, d'évaluer le contexte et les défis actuels et à venir, et de formuler des stratégies pour une mise en œuvre optimale de l'UNSDCF 2023-2027.

La retraite a également permis d'évaluer et de voir comment le SNU peut intensifier l'appui apporté dans la revitalisation des institutions nationales et des plans de développement prévoyant des initiatives transformatrices favorisant l'accélération de la mise en œuvre des ODD après les crises multiples comme spécifié dans la

Déclaration de Niamey sur l'accélération de la reprise inclusive et verte après des crises multiples et la mise en œuvre intégrale et intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine.

La retraite de l'UNCT s'est tenue également au moment où le gouvernement de la RCA, accompagné par ses partenaires au développement, définit le Plan national de développement (PND) successeur du Plan de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) arrivé à terme au 31 décembre 2023.

Le groupe de travail des Economistes du système des Nations Unies et des institutions internationales (BAD, UE, FMI et Banque Mondiale) a tenu une retraite de travail en décembre 2023 à Bangui et à Boali. La retraite du GTE a permis de passer en revue et d'apprécier les acquis depuis sa mise en place, d'évaluer le contexte et les défis actuels et à venir, de revoir et de renforcer sa structure organisationnelle et de formuler un plan de travail pluriannuel budgétisé qui guidera ses actions contributives à l'accélération de la mise en œuvre des ODD dans le pays et ce, pour les cinq prochaines années. L'objectif général de la retraite était de renforcer la structure organisationnelle et le rôle du GTE.

Le GTE est une plateforme regroupant des économistes et autres experts de l'Equipe pays ainsi que ceux des organisations internationales et régionales qui travaillent sur des questions économiques de la RCA. Il analyse les défis à caractère socio-économique et autres problèmes d'urgence pouvant avoir des incidences significatives sur la plan économique et social en lien avec la mise en œuvre de l'UNSDCF.

Le Groupe de Travail des Operations (OMT) s'est réuni régulièrement et a tenu sa retraite annuelle en novembre 2023. Guidé par la mise en œuvre des différentes composantes de l'agenda d'efficacité du Secrétaire générale des Nations Unies, des gains importants ont été réalisés dans la mise en œuvre des services communs et le BOS. Les membres de l'OMT ont en outre bénéficié de renforcement de capacités dans la mise en œuvre du BOS par des experts régionaux de DCO Afrique.

C. LES PROGRAMMES ET ACTIONS CONJOINTES CONSOLIDATION DE LA PAIX PAR LA REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DES EX-COMBATTANTS

Plusieurs initiatives sont en cours et permettent de renforcer la consolidation de la paix non seulement pour les ex-combattants mais aussi pour les communautés hôtes dans plusieurs grandes villes du pays.

L'appui du PBF dans le cadre de réintégration de 750 ex-combattants et 750 membres de la communauté à travers le Projet SEDOUTI - Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des ex-combattants en République centrafricaine, lancé le 13 octobre à Bambari est saluante.

Les interventions ont permis de créer les conditions nécessaires à la régularisation administrative des retournés/rapatriés pour faciliter leur réintégration dans leurs droits (document d'identité, titre foncier etc.) y compris les droits liés aux questions de logement, de terre et des biens, ressouder les liens intercommunautaires en renforçant les liens économiques au sein des communautés et faciliter l'inclusion des retournés dans le processus de justice transitionnelle pour contribuer à lutter contre les préjugés et réduire les désirs de violence.

Elles ont également permis de renforcer le dispositif de réduction des violences communautaires, la culture de la paix, la cohésion sociale à travers les jeunes hommes et jeunes femmes des zones d'accueil et retournés tout en renforçant les capacités des structures de gouvernance et cadres institutionnels (Mairies, Lieux de culte, Centres sportifs, Maisons des jeunes, Maisons de la femme, instances de suivi de l'Accord Politique Pour la Paix et la Réconciliation, Dialogue Républicain etc...).

Ces interventions sont mises en œuvre dans huit préfectures de la RCA que sont : Nana Mambere, Mambere Kadei, Ouham Pende, Haute Kotto, Nana Gribizi, Lobaye, Vakaga, Ouham et Ouaka.



M. Doanga René, président des personnes malvoyantes de l'Ouham.

SOLUTIONS DURABLES AUX DEPLACEMENTS INTERNES

Sur le plan stratégique, le gouvernement de la RCA, à travers le ministère de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale (MAHRN), le ministère chef de file pour les solutions durables, a fait des progrès significatifs dans la réponse aux défis du déplacement, à travers le développement récent d'une nouvelle stratégie nationale sur les solutions durables (2023-2027) avec l'appui multiforme du SNU en ligne avec l'Agenda d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour les Solutions aux déplacements internes et l'opérationnalisation de la Plateforme d'appui aux solutions durables pour les Centrafricains déplacés de force avec l'appui technique du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les Solutions aux déplacements internes.

Sur le plan opérationnel, des solutions durables sont mises en œuvre à Bria, Bambari et Kaga Bandoro. A Bria, il y a la réinstallation de 25 000 personnes déplacées qui leur a permis d'avoir un environnement de vie sain et convenable.

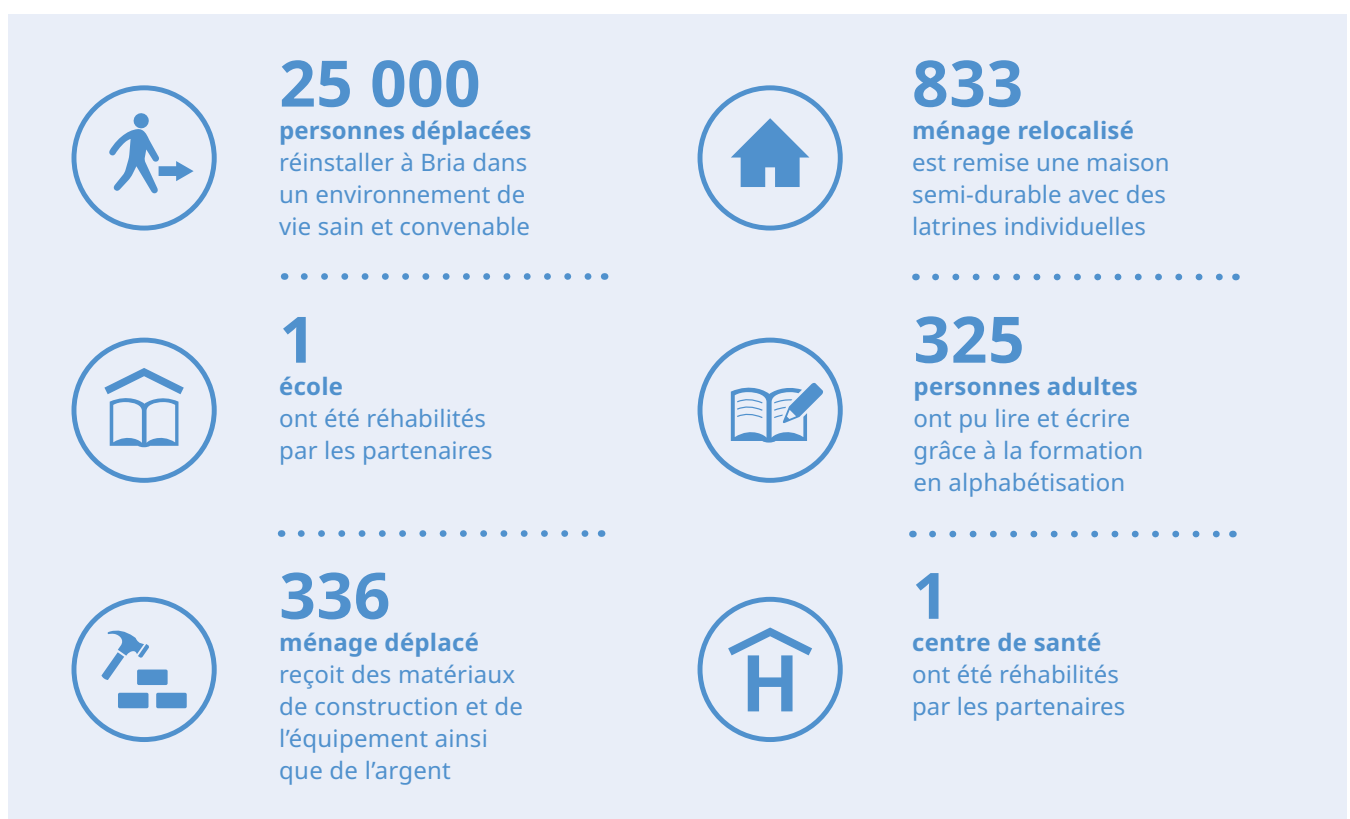
Chaque ménage déplacé reçoit des matériaux de construction et de l'équipement ainsi que de l'argent pour reconstruire leurs maisons détruites pendant les événements de 2017/2018.

A Bambari, 336 ménages (1456 individus) sont relocalisés à Pladama Ouaka à 10 km de la ville. Il s'agit de la deuxième phase de relocalisation qui fait suite à celle de 497 ménages faits précédemment en 2022.

A chaque ménage relocalisé, est remise une maison semi-durable (faite de briques et de paille) avec des latrines individuelles. Dans le même ordre d'idée, 325 personnes adultes ont pu lire et écrire grâce à la formation en alphabétisation pendant 3 mois. Il y a aussi l'assistance en espèces pour des activités génératrices de revenus (350.000 XAF/ménage du village intégré et des villages voisins) favorisant la cohésion sociale. Les services sociaux de base à Pladama Ouaka ont été renforcés pendant la première phase de la relocalisation. L'école et le centre de santé ont été réhabilités par les partenaires. Des fournitures scolaires et du matériel didactique ont été fournis aux enseignants et aux élèves, tandis que les installations techniques du centre de santé de Pladama ont été améliorées et du personnel qualifié a été déployé. Dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, trois puits ont été creusés et un mini-système d'approvisionnement en eau a été installé dans le site de réinstallation appelé « village intégré ». Au total, 833 ménages déplacés ont été relogés avec succès dans le village intégré de Pladama Ouaka.

A Kaga Bandoro, des opérations similaires se sont déroulées.





Dans le cadre des solutions durables, 12 085 personnes déplacées internes (IDPs), 1558 personnes retournées et 15 personnes vivant avec handicap ont accès aux opportunités socioéconomiques, et ont pu reconstruire leur capital de production agricole ; ce qui a renforcé leur autonomisation économique vis-à-vis de l'aide humanitaire à Paoua et Alindao.



2.5 APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

2.6.1 APERÇU FINANCIER

FIGURE 01 | RESSOURCES NÉCESSAIRES, DISPONIBLES ET DÉPENSÉES PAR PILIER DE L'UNSDCF

Priorités stratégiques	Fonds planifiés	Fonds disponibles	Fonds dépensés
 PAIX	54.294.394	42.230.704	25.736.921
 POPULATION	57.572.329	28.354.500	25.280.280
 PROSPÉRITÉ	63.175.572	40.925.318	34.295.236
 PLANÈTE	37.701.462	26.924.631	24.331.125
Total	251.222.621	168.740.158	144.359.458

2.6.2 MOBILISATION DES RESSOURCES

Le Cadre de financement de l'UNSDCF 2023-2027 et la Stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources chiffrent à 2 657 796 297 USD le budget total requis pour la mise en œuvre de l'UNSDCF sur les cinq prochaines années. Ce budget est en augmentation de 50% comparé à celui de l'UNDAF+.

En vue de garantir le financement du Plan-cadre de coopération, l'Équipe pays des Nations Unies s'engage à mettre en place une stratégie commune de mobilisation des ressources qui doit prendre en compte la spécificité du pays marqué par la faiblesse de l'autorité de l'État et la persistance des crises politique, sécuritaire, sanitaire, socio-économique, humanitaire et environnementale.

Plusieurs donateurs soutiennent le financement public pour le développement en RCA. Nous pouvons citer : USA, Canada, France, Italie, Norvège, Allemagne, Suisse, Pays Bas, Luxembourg, Espagne, Suède, Island, Japon, GEF, CDCS, KOICA, Banque mondiale, PBF, UN-CERF, Education Cannot Wait, MTPF, FH, UK, ECHO, UE, UBRAF, MINUSCA, UEPNDRR, German Federal Foreign Office, USAID.

Cependant, le Secrétariat des Nations Unies, le groupe de la Banque mondiale, les Institutions de l'UE, l'Allemagne et les États-Unis sont les cinq plus grands donateurs.

En même temps, des fonds programmatiques et des fonds pour la mise en œuvre des interventions à impact rapide sont mobilisés pour certaines activités spécifiques dans le cadre des résultats stratégiques du Plan-cadre de

coopération. Le budget de la MINUSCA est assuré par les contributions des États membres et fixé annuellement par une résolution de l'Assemblée générale. Pour 2023-2024, le budget global de la Mission s'élève à \$921 580 500. Tous les résultats du Pilier I et certains résultats des Piliers 2 et 3 du Plan-cadre de coopération sont financés par le budget de la Mission.

- **Fonds pour la consolidation de la paix** : La RCA reste un des grands bénéficiaires du Fonds PBF qui est axé sur des programmes nexus HDP. En 2023, huit projets sont actifs en RCA pour un budget total de \$ 19,798,063. La même année, trois projets sont approuvés pour un budget total de \$ 12,489,506.00. Les principaux domaines sont la Gouvernance démocratique/ gestion et prévention de conflit/ Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).
- **Banque mondiale** : la Banque mondiale finance plusieurs projets touchant plusieurs domaines. En 2023, elle a octroyé une enveloppe de plus de 200 Millions de Dollars pour soutenir des activités dans les domaines de l'insécurité alimentaire, de la gouvernance locale, de résilience des communautés, de santé, de l'éducation, de l'énergie et des transports.

CHAPITRE 3.



PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2024

FINALISATION ET APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT : PND

En prélude à la fin de la mise en œuvre du RCPCA au 31 décembre 2023, et vu le retard enregistré dans la conduite du processus de définition de la « Vision RCA 2050 » et de ses plans subséquents suite aux récentes crises politiques (tentative de coup d'état de décembre 2020) et mondiales (COVID 19 et Guerre Russo-Ukrainienne) et à l'insuffisance des ressources, le Gouvernement, en relation avec ses partenaires techniques et financiers (PTFs) avait décidé lors d'une réunion du Comité Directeur Conjoint (CDC) du RCPCA le 19 mars 2023 de l'élaboration d'un Plan Intérimaire de Développement de la RCA (PID-RCA) sur la période 2024-2026 qui prendra le relai du RCPCA. Cette décision a été entérinée par une session du Comité d'Orientation du RCPCA présidée par le Chef de l'État, le 12 mai 2023. Par ailleurs, lors de la réunion du CDC tenue le 28 septembre 2023, le Gouvernement et ses partenaires, conscients des coûts importants d'élaboration d'un tel processus, et désireux de passer du relèvement et de l'humanitaire au développement, ont décidé d'aller vers un Plan National de Développement de la RCA (PND-RCA) et d'élargir son horizon à cinq ans (2024-2028) dont la finalisation est prévue pour fin avril 2024.

Le système des Nations Unies apporte un appui significatif tout au long de ce processus. Cet appui se fait tant au niveau technique par la mise à disposition des experts qu'au niveau financier, matériel et logistique.

APPUI AU RENFORCEMENT DES PROCESSUS POLITIQUES ET DE PAIX : ÉLECTIONS LOCALES

Le SNU et la communauté internationale restent toujours engagés pour appuyer l'organisation des élections locales prévues pour octobre 2024 après plusieurs reports depuis 2021. Ces élections, jamais organisées depuis 1988, sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, la mise en œuvre des accords politiques pour la consolidation de la paix, le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes et la consolidation de la démocratie à la base dans le cadre de l'opérationnalisation de la décentralisation et régionalisation. En un mot, les élections locales devront parachever le cycle électoral et aboutiront à la mise en place des instances prévues par la nouvelle Constitution avec la participation de toutes les couches

de la nation (des conseils municipaux et des assemblées régionales).

Le SNU soutiendra et appuiera la tenue de ces élections afin que les femmes puissent y participer pleinement ainsi que les jeunes dans un climat apaisé et sur toute l'étendue du territoire national grâce au Plan de sécurisation des élections signé entre le gouvernement et les Nations Unies.

L'appui aux élections va de pair avec le soutien collectif et harmonisé à la mise en œuvre décentralisée de l'Accord de paix, à l'extension de l'autorité de l'État afin de maintenir les résultats en matière de politique, de sécurité et de stabilisation.

OPÉRATIONNALISATION DU NEXUS HUMANITAIRE, DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Le Nexus HDP est défini comme les synergies de collaboration entre les actions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. L'approche Nexus vise à renforcer la collaboration, la cohérence et la complémentarité entre les actions de terrain. Elle cherche à capitaliser sur les avantages comparatifs de chaque acteur des trois piliers que sont : l'humanitaire, le développement et la paix. Et ce, dans la mesure de leur pertinence en tenant compte du contexte spécifique de chaque zone et/ou région, pour réduire la vulnérabilité globale et le nombre de besoins non satisfaits, renforcer les capacités de gestion des risques et s'attaquer aux causes profondes des conflits et/ ou catastrophes naturelles.

Cette approche Nexus est appropriée dans le contexte de la RCA où la fourniture d'assistance humanitaire demeure indispensable. Les années 2022 et 2023 ont connu des mouvements de retour spontanés ou accompagnés des réfugiés et des déplacés internes qui se sont accélérés à partir des mois de juin et août 2022, principalement en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire dans les préfectures de la Nana Mambéré, Ouham, Ouham Péné, Ouaka, la Haute-Kotto, la Basse-Kotto, la Nana-Gribizi, le Bamingui Bangoran et la Vakaga.

Le déploiement d'un Conseil spécial en matière de Nexus au Bureau du Coordonnateur résident traduit la volonté du SNU de passer à la phase de l'opérationnalisation du Nexus en RCA dans l'année à venir.

**STABILISATION ÉCONOMIQUE/PRÉVENTION/
TRANSFORMATION DES CONFLITS ET
RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS
LES ZONES FRONTALIÈRES**

Le Programme de Stabilisation représente une piste importante de solutions aux problèmes que rencontrent les populations centrafricaines. Il s'agit d'un programme structurant de développement économique et local, aligné sur le Plan national de Relèvement et de Consolidation de la paix axé sur la stabilisation, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'accès élargi aux services sociaux de base, aux infrastructures socio-économiques, au renforcement des capacités des femmes et des jeunes, la relance des activités économiques, le renforcement de la cohésion sociale à la base, la consolidation des efforts de sécurisation et de pacification des régions centrafricaines autrefois occupées par des groupes armés et maintenant libérées de leurs présences grâce aux efforts conjoints de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et des Forces Armées centrafricaines.

Dans son élaboration, le programme de stabilisation s'est basé sur des expériences réussies et des leçons tirées de programmes de stabilisation précédemment mis en œuvre par le PNUD au niveau mondial, après des conflits violents ou des catastrophes naturelles comme cela a été le cas par exemple, en Mozambique ainsi que dans la région du Bassin du Lac Tchad ou encore plus récemment en Turquie et en Syrie.

Il s'agit non seulement d'une intervention ponctuelle, mais pourrait s'étendre sur deux à trois années et ouvrir la voie à d'autres interventions. Le programme de stabilisation est prévu pour mener sur le long terme à des programmes de développement nécessitant des financements plus importants pour des investissements transformationnels pour la RCA : bitumage des routes, modernisation de l'agriculture, transformation des produits agricoles, industries minières etc.



LISTE DES ACRONYMES

AGR	Activités génératrices de revenu
ANE	Autorité nationale des élections
APPR	Accord Politique pour la paix et la réconciliation
ARV	Antirétroviraux
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CAT	Chambre d'Agriculture et du Tourisme
CDC	Comité Directeur Conjoint
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CESE	Conseil Economique, Social et Environnemental
CNOP-CAF	Concertation Nationale des Organisations Paysannes de Centrafrique
CPS	Cour pénale spéciale
CTD	Centre de traitement des données
CVJRR	Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparation
CVR	Réduction de la violence communautaire
EAS	Exploitation et abus sexuels
FAFEFA	Fédération des associations de femmes entrepreneures
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau
GCNU	Groupe de communication des Nations Unies
GTE	Groupe de travail des économistes
GTGDHI	Groupe thématique genre, droits humains et inclusion
GTSE	Groupe de travail suivi évaluation
HABG	Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance
HCC	Haut Conseil de la Communication
IDH	Indice de développement humain
LRA	Armée de Résistance du Seigneur d'Ouganda
MAHRN	Ministère de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
Nexus HDP	Nexus Humanitaire-Développement-Paix
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectifs de développement durable
OMT	Groupe de travail des opérations
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
PDI	Personnes déplacées internes
PIB	Produit intérieur brut
PID-RCA	Plan Intérimaire de Développement de la RCA
PND 2024-2028	Plan National de Développement
PNGEF	Politique nationale de gestion des frontières
PTF	Partenaires techniques et financiers
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan national de relèvement et de consolidation de la paix
RDG	Règlement de Discipline Générale
SIWI	Stockholm International Water Institut
SNU	Système des Nations Unies
TAR	Thérapie antirétrovirale

•	UE	Union européenne
•	UEPN DRR	Unité d'Exécution du Programme Nationale de DRR
•	UNCT	UN Country Team (Equipe pays des Nations Unies)
•	UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable)
•	USA	Etats Unis d'Amérique
•	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
•	VNR	Revue Volontaire Nationale
•	ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf, ZLECA ou ZLEC)

MENTIONS LÉGALES

Réalisé par

Nations Unies
République centrafricaine
Bureau du Coordonnateur résident
du système des Nations Unies
PK4 av. B.BOGANDA, PO Box 3338
Bangui, RCA

Conception graphique

Green Eyez Design
www.greeneyezdesign.com

Crédits photos

Naïm-Kaélin Zamane/UNRCO RCA (Couverture, p.24, 31, 32, 33)
Leonel Grothe/MINUSCA (p.2, 5, 10, 18, 19, 20, 21, 27, 28, 29, 39)
UNHCR RCA (p.12)
OMS RCA (p.15)
UNICEF RCA (p.17, 22, 36)
Hervé Séréfio/MINUSCA (p.26, 30)



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Bureau du Coordonnateur résident
du système des Nations Unies
PK4 av. B.BOGANDA, PO BOX 3338
Bangui, RCA

TWITTER : @RCAUNCT
FACEBOOK : @NATIONSUNIESRCA
REPUBLIQUECENTRAFRICAINE.UN.ORG